

# Les opinions publiques arabes

ENTRE ATTACHEMENT À L'ISLAM ET À LA DÉMOCRATIE

PAR PIERRE BRÉCHON <sup>I</sup>

*Les études internationales sur les valeurs des individus existent depuis près de 40 ans (1981) dans la plupart des pays européens (via les EVS, European Values Studies) et de nombreux pays du monde (via les World Values Surveys), permettant d'observer l'évolution des valeurs des populations dans de nombreux domaines (religion, famille, politique, confiance interpersonnelle, tolérance, etc.). La mise en place d'études de ce type dans les pays arabes est beaucoup plus récente (une dizaine d'années), mais elle mérite une attention particulière dans le contexte post-2001 (celui des attentats revendiqués par le terrorisme islamiste) et post-2011 (celui des « printemps arabes »). Ayant régulièrement relayé les résultats des études Valeurs européennes et occidentales, il était logique que Futuribles fasse de même avec les enquêtes relatives aux opinions publiques dans les pays du monde arabe.*

*Pierre Bréchon, qui coordonne le volet français des EVS s'est donc penché sur ces enquêtes et, en particulier, sur l'Arab Barometer, dont il analyse ici les résultats les plus récents dans une douzaine de pays arabes. Ceux-ci confirment l'attachement des populations arabes à des valeurs très traditionnelles en matière religieuse (islam) et familiale, mais témoignent aussi de progrès à l'égard des valeurs démocratiques. À travers cet article, Pierre Bréchon donne à voir, chiffres à l'appui, les principales valeurs auxquelles sont attachées les populations de ces pays ; il montre surtout les disparités importantes existant d'un pays à l'autre et l'impact qu'ont pu jouer certains événements (tels les printemps arabes) dans l'évolution des opinions. S.D. ■*

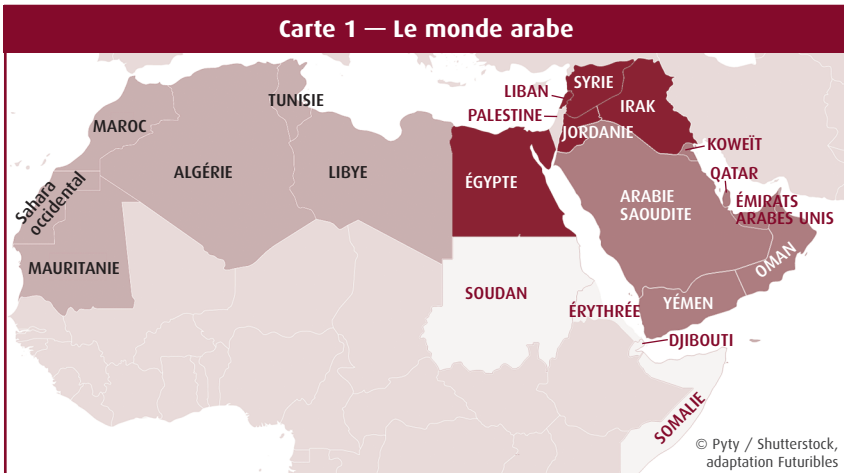
---

i. Spécialiste des valeurs et des questions religieuses, professeur émérite de science politique à Sciences Po Grenoble, chercheur à PACTE (Politiques publiques, ACTION politique, Territoires), CNRS (Centre national de la recherche scientifique). L'auteur remercie très vivement Jean-Paul Burdy, spécialiste du Moyen-Orient, pour sa relecture et ses commentaires sur la première version de cet article.

**I**l n'y a pas de total consensus sur la définition des pays arabes mais le critère linguistique — l'arabe comme langue officielle et très largement pratiquée —, la zone géographique — un espace continu (sans pays tiers) au sud et à l'est du Bassin méditerranéen —, l'appartenance à la Ligue arabe — organisme politique de coopération entre ces pays — constituent des éléments centraux pour repérer les pays concernés. Selon les critères, on oscille entre 20 et 23 pays concernés (voir carte 1). Évidemment cette appartenance est aussi le fruit d'une histoire millénaire dans laquelle une culture s'est forgée, en lien avec l'expansion de l'islam à partir de la péninsule arabique.

Ces pays sont des monarchies ou des républiques <sup>2</sup>, avec presque toujours un pouvoir autoritaire et peu de liberté d'expression pour les oppositions, un taux d'alphabétisation relativement élevé (sauf au Yémen, en Égypte et au Maroc), des structures sociales traditionnelles où les appartenances familiales, claniques et tribales sont très valorisées, mais où les liens de type associatif sont peu développés <sup>3</sup>, une absence de tradition démocratique, de nombreux conflits infra et interétatiques avec des guerre fratricides fréquentes, des pays parfois très riches, parfois très pauvres, avec une économie assez concentrée dans des familles proches du pouvoir, de très fortes inégalités, une corruption systémique, une transition démographique largement engagée, mais où la forte natalité antérieure fait que la population est très jeune, avec partout un chômage ou un sous-emploi élevés, en particulier dans la jeunesse, y compris chez les diplômés de l'enseignement supérieur.

Face à des pouvoirs autoritaires, les « printemps arabes » de 2011 ont soulevé de vifs espoirs de démocratisation dans beaucoup de ces pays. Mais,



2. Dans les monarchies, la légitimité dynastique est un élément de stabilité. Les républiques ont été historiquement plus progressistes, mais les dirigeants sont aujourd'hui plus facilement délégitimés.

3. Environ 10 % sont membres d'une association dans les pays arabes contre 40 % dans les pays de l'Union européenne. Cependant, l'action des organisations non gouvernementales (ONG) dans le monde arabe favorise depuis quelques années une croissance de la société civile.

quelques années plus tard, peu de choses semblent avoir changé dans leur système politique, sauf en Tunisie. On parle même d'un « hiver arabe » qui se serait installé.

Les enquêtes quantitatives pour connaître les opinions publiques de ces pays étaient jusqu'à une période récente inexistantes ou très rares. Mais la situation a commencé à évoluer <sup>4</sup> et les données disponibles sont d'un grand intérêt pour comprendre ces sociétés, repérer leurs traits culturels communs mais aussi leurs spécificités, voire leurs fractures. L'objectif de cet article est de présenter les résultats de l'*Arab Barometer*, qui correspond à une recherche universitaire internationale de grande ampleur <sup>5</sup>. Cette enquête a été initiée à partir de 2005 par des universitaires américains (université du Michigan) et arabes de plusieurs pays <sup>6</sup>. Ils s'inspirèrent d'autres baromètres comparatifs internationaux, particulièrement des *World Values Surveys* (WVS) et des *European Values Studies* (EVS) pour créer un questionnaire adapté à leur culture et à la situation de leur zone géographique.

La première vague de l'enquête eut lieu en 2006-2007 dans huit pays. L'enquête a ensuite été répliquée avec presque le même questionnaire en 2010-2011 et en 2013-2014. Une quatrième vague a été faite récemment dans plusieurs pays dont les résultats sont en cours de publication. Nous retenons ici les données des vagues 2 et 3 pour 12 pays <sup>7</sup>. Le questionnaire est très détaillé et aborde tous les grands domaines de la vie privée et publique : sociabilité, conditions de vie, religiosité, suivi des médias, attitudes politiques, conceptions de la démocratie, printemps arabe, relations internationales <sup>8</sup>... Les échantillons interviewés dans chaque pays comptent au moins 1 000 individus, très généralement sélectionnés aléatoirement <sup>9</sup>.

4. La vague 6 de la *World Values Survey* (2011-2014) a été réalisée dans 12 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : Algérie, Égypte, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Qatar, Tunisie et Yémen. Un rapport d'enquête détaillé vient d'en être publié sur le site WVS (<http://www.worldvaluessurvey.org/wvs.jsp>). L'université d'Aberdeen a réalisé en 2014 l'enquête *Arab Transformations*, financée par l'Union européenne, sur six pays : Maroc, Tunisie, Libye, Égypte, Jordanie et Irak. Le questionnaire porte sur la situation économique et le sentiment de sécurité, les opinions politiques et les attentes démocratiques, les inégalités hommes / femmes, les relations avec l'Union européenne et les autres pays, les printemps arabes, l'utilisation des médias. L'objectif était de mieux comprendre les transformations des opinions publiques après les printemps arabes. Une partie de résultats a été publiée (<http://www.arabtrans.eu>). Quelques sondages sur le monde arabe et sur l'islam ont aussi été produits ces dernières années par le Pew Research Center (<http://www.pewglobal.org/>).

5. Site Internet : <http://www.arabbarometer.org/>. Ce site comporte beaucoup d'informations sur les résultats, avec des rapports pour chaque pays et l'accès à de nombreuses publications faites à partir de ces données.

6. À l'initiative de Mark Tessler, qui en a présenté les premiers résultats dans *Public Opinion in the Middle East: Survey Research and the Political Orientations of Ordinary Citizens*, Bloomington : Indiana University Press, 2011.

7. L'Arabie Saoudite et le Bahreïn, aussi enquêtés une fois, ne sont pas pris en compte dans cet article.

8. Nous ne prenons pas en compte ces deux derniers thèmes dans cet article.

9. Comme dans la plupart des enquêtes aléatoires, pour corriger les écarts de l'échantillon avec la structure sociodémographique de la population, une pondération a été calculée, permettant un redressement des données.

Comme toutes les enquêtes, celle-ci a certainement des biais. Les résultats doivent en être lus avec prudence, sans surinterprétation de différences minimales de pourcentage entre pays. Mais lorsqu'on compare, pour une même société, les résultats des trois vagues à des questions de type structurel, la proximité des résultats montre la fiabilité globale des données.

## Caractéristiques sociales

Globalement, le monde arabe est plutôt une zone défavorisée : le produit intérieur brut (PIB) par habitant est évalué à 16 700 dollars<sup>10</sup>, mais avec d'énormes inégalités entre pays (tableau 1), surtout en fonction de l'existence d'une rente pétrolière. Parmi les pays enquêtés, le PIB par habitant d'un Koweïtien est presque deux fois plus élevé que celui des habitants de la zone euro<sup>11</sup>.

Le PIB ne constituant qu'une mesure très relative, il est intéressant de considérer les différences dans la possession d'équipements durables. L'*Arab Barometer* dénombre en 2013 les pourcentages de personnes possédant un ordinateur à leur domicile et une voiture. Le Koweït, le Liban et la Libye semblent, sur ces critères, les plus développés. Alors que le Soudan, l'Égypte, le Yémen, le Maroc, la Tunisie le sont beaucoup moins.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces pays sont déjà assez largement urbanisés. En 2013, 62 % des enquêtés sont considérés comme vivant en ville, mais ce taux varie de 28 % au Yémen à 88 % au Liban<sup>12</sup>.

Les Arabes interrogés ne sont que 36 %, en 2013, à juger très ou assez bonne la situation économique de leur pays (tableau 2), avec aussi de très fortes disparités : la situation est jugée bonne par seulement 7 % des Égypt-

**Tableau 1 — Niveau économique des populations : PIB en milliers de dollars\* et part (%) de la population possédant une voiture ou un ordinateur**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
PIB/habitant	9,0	-	15,0	7,9	74,3	14,3	2,5	11,1	17,3	-	11,6	-	16,7
Voiture	42	32	34	16	95	69	30	7	36	12	24	57	37
Ordinateur	61	76	54	44	92	78	28	33	35	29	38	62	52

\*Dollars internationaux courants, PIB en parité de pouvoir d'achat, données 2016.

Sources : Banque mondiale, 2016 ; *Arab Barometer*, 2013.

10. En 2016, en dollars internationaux courants, selon la Banque mondiale, par pays et pour l'ensemble du monde arabe.

11. Les inégalités sont cependant particulièrement colossales dans ce pays. Les citoyens de plein exercice sont minoritaires par rapport à une population sous-payée, souvent étrangère, tenue en quasi-esclavage. La répression de l'opposition y est forte.

12. D'après l'enquête, les Arabes des villes sont plus politisés, un peu moins conformistes et un peu moins religieux que ceux des zones rurales.

**Tableau 2 — Jugements positifs sur la situation économique actuelle et future du pays, le sentiment de sécurité et le désir d'émigration (%)**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
<b>Actuelle</b>													
2010	45	38	32	-	-	7	23	23	37	39	27	-	35
2013	43	35	66	37	95	7	28	7	52	17	12	40	36
<b>Future</b>													
2013	42	33	63	51	79	14	51	23	54	35	54	66	47
Sécurité	91	67	69	65	93	20	42	19	55	61	52	45	58
Émigrer	28	28	32	32	11	39	34	21	21	57	27	15	29

*Lecture* : la première partie du tableau présente le % de personnes pensant que la situation du pays est très ou assez bonne. La deuxième partie présente les mêmes % pour le futur (d'ici trois à cinq ans). Les deux dernières lignes indiquent les % de personnes estimant qu'elles et leurs familles vivent en sécurité d'une part, les % de personnes envisageant d'émigrer à l'étranger d'autre part.

*Source* : Arab Barometer.

tiens et des Libanais, mais par 95 % des Koweïtiens, 66 % des Algériens et 52 % des Irakiens. Évidemment, ces appréciations peuvent traduire à la fois les réalités économiques mais aussi l'optimisme ou le pessimisme des populations, et pourraient être modulées, dans certains pays où les libertés fondamentales ne sont pas garanties, par la peur de dire ce qu'on pense <sup>13</sup>.

Si seulement 36 % pensent en 2013 que l'économie nationale se porte bien, 47 % estiment que celle-ci ira mieux d'ici trois à cinq ans contre 29 % affirmant que ce sera pire. Par rapport à un présent plutôt pessimiste, un relatif optimisme émane des réponses pour le futur mais, là encore, avec des différences nationales qui peuvent refléter l'espoir d'un renouveau après des événements cataclysmiques (Libye, Tunisie, Soudan, Égypte, Yémen) ou encore des tempéraments nationaux. Il est ainsi frappant de comparer les réponses palestiniennes et libanaises. Malgré une situation actuelle très préoccupante, 33 % des Palestiniens croient que leur situation va s'améliorer ; alors que ce n'est le cas que de 14 % des Libanais, qui sont loin de vivre dans des situations aussi précaires que les premiers.

De grandes différences sont aussi visibles concernant le sentiment de sécurité pour soi-même et sa famille. Si ce sentiment est quasi général au Koweït et en Jordanie, il est très faible en Égypte et au Liban.

L'insatisfaction peut aussi se traduire dans un souhait d'émigration (dernière ligne du tableau 2) : 29 % disent y penser, ce qui est considérable. Ce sont les Soudanais qui sont les plus nombreux à y songer, ayant connu de

13. Si en moyenne deux tiers des enquêtés pensent que les gens sont aujourd'hui en état de critiquer le gouvernement sans avoir peur, le pourcentage va de 35 % au Soudan, 43 % en Palestine, 54 % au Koweït, 60 % au Maroc, 61 % au Yémen, 63 % en Algérie, 72 % en Jordanie, 77 % en Irak, à 83 % au Liban, en Égypte et en Libye, 85 % en Tunisie. Mais ces chiffres sont eux-mêmes relatifs car on peut penser que les personnes craignant le plus de s'exprimer dans certains pays n'ont pas accepté de répondre à l'enquête.

nombreuses guerres civiles meurtrières et des conditions d'extrême pauvreté ou de famine, suivis par les Libanais qui, s'ils sont beaucoup moins déshérités, ont probablement le sentiment d'être dans un pays bloqué, où il n'y a pas beaucoup d'avenir. En outre, une tradition d'émigration y existe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, renforcée par la guerre intercommunautaire des années 1975-1990.

## **Des sociétés où la religion est extrêmement prégnante**

À la question classique sur l'appartenance religieuse, les auteurs de l'enquête n'ont pas osé ou pu proposer la réponse « sans religion »<sup>14</sup>. Quasiement tout le monde se dit musulman (96 %), sauf au Liban où existe une importante minorité chrétienne (38 %). À une autre question, seulement 8 % de l'échantillon se dit non religieux<sup>15</sup> (alors que dans les enquêtes sur les valeurs des Européens, ce sont 40 % des habitants de l'Union européenne qui se disent non religieux ou athées convaincus<sup>16</sup>). Il est de fait très difficile de déclarer son incroyance, même dans les pays les plus ouverts de la zone arabe<sup>17</sup>.

Le dénombrement de quelques comportements religieux est très révélateur (tableau 3) : près des trois quarts de la population prient tous les jours et une personne sur deux va à la mosquée pour la prière du vendredi, un gros tiers lisant ou écoutant le Coran<sup>18</sup>. À nouveau, ces chiffres contrastent avec ceux que l'on observe dans l'Union européenne : seulement 21 % y prient Dieu quotidiennement et 18 % vont à un office religieux chaque semaine.

Autre signe de l'importance accordée à la religion : à une question demandant quels obstacles peuvent faire que les enquêtés s'opposent au mariage de leurs enfants ou de leurs frères et sœurs, c'est le fait de ne pas prier qui vient en tête (71 % citent cette caractéristique du futur conjoint), suivi par le manque d'éducation (60 %) et le statut social de la famille (51 %). Le mariage est une affaire contrôlée par les familles dans laquelle plusieurs

---

14. Pour l'immense majorité des habitants des pays arabes, l'absence de religion est inconcevable et l'athéisme est assimilé à une apostasie de l'islam, religion normale et attendue de tous. C'est une appartenance objective qui ne peut se remettre en cause.

15. À l'inverse, 37 % se disent très religieux et 53 % assez religieux.

16. Concernant les résultats de l'Enquête sur les valeurs des Européens, voir BRÉCHON Pierre et GONTHIER Frédéric (sous la dir. de), *Atlas des Européens. Valeurs communes et différences nationales*, Paris : Armand Colin, 2013 ; numéro spécial « Les valeurs des Européens », *Futuribles*, n° 395, juillet-août 2013.

17. PONTANIER Émilie, « Indifférence religieuse et athéisme, ou le choix d'une école laïque en Tunisie », in Pierre BRÉCHON et Anne-Laure ZWILLING (sous la dir. de), *Indifférence religieuse ou athéisme militant ? Penser l'irreligion aujourd'hui*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2018 (à paraître).

18. Les femmes sont un peu plus pratiquantes que les hommes en ce qui concerne la prière et le Coran, mais elles vont beaucoup moins à la mosquée le vendredi : 38 % des femmes disent toujours assister à la prière du vendredi contre 60 % des hommes. En Europe, les hommes ont une religiosité nettement plus faible que celle des femmes.

**Tableau 3 — Comportements religieux en 2013 (%)\***

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
Prier tous les jours	76	77	57	67	69	59	71	69	74	89	69	87	73
Prière le vendredi à la mosquée	67	46	33	41	45	41	60	66	17	64	33	58	49
Écouter / lire le Coran	53	47	13	20	31	38	25	50	26	38	55	38	37
<i>Charia</i> appliquée plus strictement	88	82	84	80	88	36	75	71	75	89	46	74	75

\*Réponses « toujours » pour chacun des trois comportements mentionnés.

Source : Arab Barometer.

facteurs sont capitaux, et tout particulièrement le degré de religiosité du (ou de la) futur(e) conjoint(e).

Cette forte identité religieuse est liée à un islam plutôt fondamentaliste<sup>19</sup> et strict dans les souhaits de conformité aux normes édictées par Dieu, puisque environ deux Arabes enquêtés sur trois pensent que la *charia*<sup>20</sup> exprime la parole même de Dieu<sup>21</sup> et que trois sur quatre disent qu'elle devrait être appliquée plus strictement. Et seulement 55 % considèrent que les lois de leur pays concordent avec celle-ci<sup>22</sup>.

Cette conception intransigeante de l'islam se répercute dans les droits reconnus aux non-musulmans (tableau 4). Si en 2013, 74 % pensent que les minorités religieuses ont le droit de pratiquer librement leur religion, et si

19. Dans toutes les religions, le fondamentalisme peut être identifié à une tendance considérant que les textes sacrés doivent être suivis littéralement, sans adaptation visant à tenir compte des transformations économiques et sociales depuis le temps des origines. Ce qu'on appelle l'intégrisme n'est pas très différent. Un intégriste défend les traditions religieuses anciennes et refuse les adaptations à la modernité.

20. La *charia* est un ensemble de normes et de lois (juridiques) que le croyant doit respecter. C'est la loi que Dieu demande de respecter. Mais il n'y a pas de texte écrit faisant consensus sur le contenu de la *charia*. Certains estiment que le droit musulman peut évoluer alors que d'autres jugent qu'il doit rester figé selon les pratiques ancestrales.

21. Contre 28 % qui pensent qu'elle est seulement « l'interprétation humaine de la parole de Dieu ». Le questionnaire n'ose pas évoquer une troisième possibilité, à savoir que la *charia* serait une simple création humaine. Enfin, 7 % ne se prononcent pas.

22. De fait, les législations nationales de ces pays sont en partie empruntées à la *charia* (notamment concernant les droits des individus et des familles), en partie au droit occidental. Dans les réponses, les écarts entre pays sont importants puisque le taux de bonne intelligence des lois nationales avec la *charia* est de 86 % au Koweït, 65 % en Irak, 64 % en Jordanie, 63 % en Libye, 60 % en Palestine, 55 % en Algérie, 52 % en Égypte, 49 % en Tunisie, 48 % au Soudan, 46 % au Maroc, 40 % au Yémen et seulement 23 % au Liban. Dans ce dernier pays, le droit applicable aux personnes est celui de leur communauté religieuse d'appartenance. Les mariages non religieux n'existent pas, sauf à aller se marier à Chypre, et les mariages interconfessionnels restent rares.

**Tableau 4 — Les droits des non-musulmans (%)**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
<b>Les non-musulmans devraient avoir moins de droits</b>													
2010	41	23	19	-	-	7	26	22	13	42	14	-	25
2013	39	23	45	22	42	8	44	8	19	40	25	25	30
<b>Les convertis devraient être condamnés à mort</b>													
2010	52	43	15	-	-	6	52	47	11	43	9	-	32
<i>Source : Arab Barometer.</i>													

63 % pensent que musulmans et membres d'autres religions devraient avoir les mêmes droits, 30 % sont d'un avis contraire, trouvant probablement normal que les autres croyants aient un statut de seconde zone, selon la conception classique de la dhimmitude <sup>23</sup>.

Surtout, 32 % estiment en 2010 que les convertis devraient être condamnés à mort <sup>24</sup>, ce qui montre que l'appartenance religieuse est souvent perçue comme une identité collective qui ne peut absolument pas se remettre en cause. L'apostasie est une trahison si grave qu'elle peut justifier la mort de l'hérétique <sup>25</sup>. Précisons cependant que l'on observe de fortes différences selon les pays : les Yéménites, les Égyptiens et les Soudanais sont très intransigeants à l'égard de l'apostasie de l'islam, alors que les Libanais, les Tunisiens et les Algériens sont beaucoup moins extrêmes. Quoi qu'il en soit, la liberté de ne pas croire, et de l'exprimer publiquement, est en fait presque inexistante — alors que les libertés fondamentales, définies par le droit international, garantissent la liberté de conscience et d'expression de ses croyances.

Le caractère traditionnel de ces sociétés s'exprime aussi dans la conception des rapports entre hommes et femmes. Avec cependant des nuances notables : 64 % estiment que les hommes sont en général de meilleurs *leaders* politiques que les femmes et 61 % que les femmes devraient porter des vêtements modestes. Mais plus de 80 % sont favorables au travail de la femme en dehors de son foyer, 66 % sont favorables à ce que les études universitaires soient mixtes et seulement 23 % jugent que les études universitaires sont plus importantes pour les garçons que pour les filles <sup>26</sup>.

23. La dhimmitude désigne le statut autrefois conféré aux minorités religieuses dans les pays musulmans, se traduisant par une certaine protection — leur existence légale est reconnue — mais aussi une inégalité de droits avec les musulmans. Officiellement disparue, elle tend à se perpétuer dans les pratiques étatiques et sociales.

24. Bien sûr, 54 % sont d'un avis contraire et 11 % ne se prononcent pas. Même si cette volonté de mort pour l'apostasie de l'islam n'est pas majoritaire, le chiffre interpelle.

25. C'est ce qu'affirme la *charia*. En Turquie, les minorités religieuses doivent éviter tout prosélytisme, en particulier les chrétiens. Prosélytes chrétiens et musulmans convertis sont lourdement punis par les tribunaux. La laïcité turque correspond essentiellement au contrôle de l'islam par le pouvoir politique.

26. Le questionnaire ne mesure pas la perception des discriminations entre hommes et femmes concernant l'héritage. Celui-ci est en principe deux fois plus élevé pour les hommes que pour

## Quel rapport les populations entretiennent-elles avec la politique ?

Environ un enquêté sur deux dit suivre les nouvelles politiques du pays (de manière très ou assez intensive)<sup>27</sup> et 39 % déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique<sup>28</sup>. De ce point de vue, les Arabes semblent à peu près aussi politisés que les Européens<sup>29</sup>. Mais ils sont plus nombreux à trouver la politique incompréhensible (76 %), probablement du fait à la fois de leur plus faible niveau d'éducation et de la faiblesse des débats politiques dans l'opinion publique. Ils sont 44 % à estimer que leur gouvernement bloque l'expression médiatique de l'opposition (de 61 % au Soudan à 33 % en Égypte, Irak et au Yémen). La confiance envers les autorités est assez limitée puisque 44 % font confiance (beaucoup ou assez) au gouvernement et 33 % au Parlement<sup>30</sup> ; avec de forts écarts selon les pays : les Libyens, les Libanais et les Égyptiens sont moins de 20 % à faire confiance aux deux instances politiques majeures<sup>31</sup>.

S'ils font peu confiance aux élites politiques, les Arabes restent plutôt conformistes et n'osent pas trop exprimer leurs désaccords (tableau 5) : près de 40 % estiment qu'il faut soutenir les décisions du gouvernement même lorsqu'on les désapprouve<sup>32</sup>. Des différences conséquentes apparaissent selon les pays, Koweïtiens, Tunisiens et Jordaniens se montrant les plus conformistes en 2013. On observe un effet « printemps arabe » contrasté entre l'Égypte et la Tunisie, les événements ayant conduit les Égyptiens à être beaucoup moins conformistes à l'égard de leur gouvernement, alors que les Tunisiens semblent l'être plus qu'avant.

---

les femmes. Ce qui était traditionnellement justifié par le rôle de protection matérielle de l'homme à l'égard de sa famille. Devant subvenir aux besoins financiers de son ménage, voire de sa famille élargie, il devait hériter davantage que ses sœurs, qui ne travaillaient pas hors du foyer. Avec le travail de plus en plus fréquent des femmes, la revendication d'égalité d'héritage entre hommes et femmes est aujourd'hui débattue en Tunisie et au Maroc. Mais, dans l'enquête, 83 % des Arabes se disent favorables à ce que le gouvernement établisse des lois d'héritage conformes à la loi islamique.

27. Avec un écart selon le sexe (57 % chez les hommes et 45 % chez les femmes) et selon les pays : le suivi des nouvelles politiques ne concerne que 26 % en Algérie et 32 % au Maroc.

28. Avec, là encore, un écart entre hommes (45 %) et femmes (32 %) et par pays, avec des niveaux beaucoup plus bas pour l'Algérie (15 %) et le Maroc (22 %).

29. Ils sont 46 % à donner une réponse correcte quand on leur demande de dire qui est le ministre des Affaires étrangères, ce qui constitue aussi un chiffre conséquent.

30. La confiance envers les forces de l'ordre est nettement plus importante : 74 % pour les forces armées et 53 % pour la police.

31. Mais la confiance envers les souverains et les présidents n'a pas été testée, ce qui aurait probablement pu conduire à faire rejeter l'enquête dans certains pays.

32. Cette attitude peut aussi traduire un fort nationalisme. Elle est aussi très sensible à la conjoncture politique : d'après l'enquête *Arab Transformations* faite à l'été 2014 en Égypte, six mois après la très large élection du président al-Sissi, 61 % des Égyptiens disaient qu'il fallait soutenir un gouvernement que l'on désapprouve, revenant à un chiffre proche de celui de 2010. Tout se passe comme s'il était plus facile de dire qu'il faut soutenir un gouvernement qu'on désapprouve quand on lui est favorable !

**Tableau 5 — Il faut soutenir les décisions du gouvernement même si on les désapprouve (approuve fortement ou assez, %)**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
2010	49	45	18	-	-	19	30	58	30	42	33	-	38
2013	51	40	40	37	60	30	38	33	35	44	58	36	42

Source : Arab Barometer.

Quand on considère le classement des éléments qui font un bon *leader* politique, il est très révélateur que viennent très largement en tête ses origines claniques, suivies — avec un fort écart — par son ouverture aux idées politiques, sa piété, son expérience politique passée, sa capacité à parler en public et à communiquer avec les gens, son travail et ses efforts intenses, et enfin, au niveau le plus bas, son intégrité.

Cette très faible prise en compte de l'intégrité des dirigeants s'explique probablement par le caractère systémique de la corruption, de haut en bas de la société. Cette corruption gangrène la société et les élites politiques, ce dont les populations sont conscientes (tableau 6). Près de 80 % estiment qu'il y a de la corruption dans les services de l'État — de manière assez consensuelle dans les différents pays — et seulement à peu près la moitié d'entre eux pensent que le gouvernement cherche à l'éliminer. La lutte contre ce fléau ne semble pas vraiment à l'agenda politique<sup>33</sup>. Et face à ce problème, la résignation semble assez souvent l'emporter, tout particulièrement au Liban et en Libye.

La participation des citoyens à la vie politique est assez limitée : 57 % ont voté aux dernières élections législatives<sup>34</sup>, environ 20 % ont assisté au moins

**Tableau 6 — La corruption étatique et la lutte contre cette pratique (%)**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
<b>Il y a de la corruption dans les services étatiques</b>													
2010	66	68	90	-	-	96	87	80	95	73	69	-	78
2013	83	72	78	82	65	96	84	89	88	73	68	90	81
<b>Le gouvernement cherche à l'éliminer*</b>													
2010	64	49	41	-	-	13	20	78	21	40	64	-	42
2013	55	46	51	38	77	9	37	30	40	29	54	21	39

\*Fortement ou assez fortement. Les % sont calculés sur 100 réponses « oui » à la question précédente.  
Source : Arab Barometer.

33. Alors que c'était un thème fort des printemps arabes.

34. Quand on compare pays par pays le taux de participation déclaré et le taux de participation enregistré dans les urnes, les chiffres sont souvent assez proches. Lorsqu'ils existent, les écarts vont dans les deux sens, celui de la surévaluation de la participation comme on pouvait s'y attendre, mais aussi de la sous-évaluation dans quelques cas.

une fois à un *meeting* ou signé une pétition depuis trois ans, le même pourcentage ayant aussi manifesté, participé à une marche ou à un *sit-in* (52 % au Yémen<sup>35</sup>, 33 % en Libye et 30 % en Palestine). L'expression démocratique est donc limitée malgré des aspirations soutenues.

## Quelles aspirations démocratiques ?

À peine un tiers des enquêtés pensent que l'état de la démocratie et des droits de l'homme est très ou assez bon dans leur pays<sup>36</sup> et il n'y a guère plus de personnes pour dire que leur pays est démocratique (tableau 7)<sup>37</sup>. Les différences sont fortes selon les pays et selon la vague de l'enquête. Koweïtiens et Jordaniens sont assez optimistes concernant la démocratie dans leur pays. Les Marocains et les Égyptiens sont très pessimistes en 2013. Pour ces derniers, il semble bien que le printemps arabe ait engendré une forte désillusion.

Pourtant, un peu plus d'un Arabe sur deux estime que la démocratie est adaptée à leur pays<sup>38</sup> et, au niveau des principes, ils adhèrent largement à

**Tableau 7 — Le pays est-il démocratique et la démocratie est-elle adaptée à ce qu'il est ?\* (%)**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
<b>État de la démocratie dans le pays</b>													
2010	54	31	8	–	–	13	22	57	26	27	27	–	31
2013	57	40	32	18	69	16	25	13	36	20	27	25	32
<b>Le pays est démocratique</b>													
2010	56	33	36	–	–	37	28	47	25	29	28	–	35
2013	51	32	61	22	67	30	27	13	37	23	26	20	34
<b>La démocratie est appropriée pour le pays</b>													
2010	61	47	53	–	–	53	50	67	45	52	56	–	55
2013	55	47	69	44	69	51	47	33	48	56	37	42	50

\*Réponses positives à chacune des trois questions posées. Le premier indicateur dénombre ceux qui trouvent « très bon ou bon l'état de la démocratie et des droits de l'homme dans le pays ». Le deuxième identifie ceux qui, sur une échelle de 0 à 10, choisissent les positions 6 à 10, correspondant à la reconnaissance que le pays est démocratique. Le troisième regroupe les réponses affirmant que la démocratie est adaptée pour le pays (positions 6 à 10 d'une échelle).

Source : Arab Barometer.

35. Ce niveau très haut s'explique par le printemps arabe au Yémen : en 2011, une ou deux places publiques de Sanaa sont restées occupées pendant environ un an.

36. En 2013, 48 % pensent que les dernières élections législatives étaient équitables et libres, 37 % tendent à penser le contraire, mais 15 % ne répondent pas, ce qui est probablement souvent le signe d'une peur ou d'une gêne. Les jugements positifs sur les dernières élections ne sont très forts que dans trois pays : Tunisie, Koweït et Palestine.

37. On retient ici les positions 6 à 10 sur une échelle allant de 0 « pas du tout démocratique » à 10 « Le pays est très démocratique ».

38. De la même manière, on retient ici les positions 6 à 10 sur une échelle allant de 0 « complètement inappropriée » à 10 « absolument appropriée ».

**Tableau 8 — Approbation de principe de la démocratie, rejet du système autoritaire (%)**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
<b>Un système politique démocratique*</b>													
2010	82	82	78	–	–	92	73	95	94	79	85	–	83
2013	85	88	94	85	90	94	87	81	89	83	85	81	87
<b>La démocratie est le meilleur système</b>													
2010	73	78	64	–	–	81	72	72	83	72	70	–	72
2013	74	78	70	69	73	84	66	71	71	73	70	80	71
<b>Un président autoritaire non démocrate*</b>													
2010	25	15	4	–	–	6	9	11	12	19	5	–	12
2013	20	15	2	12	25	6	15	5	6	11	11	14	12

\*Réponses « très bon » ou « bon ».  
Source : Arab Barometer.

ce système : plus de 80 % jugent que c'est un bon système et plus de 70 % estiment même que c'est le meilleur, « même s'il peut avoir des problèmes »<sup>39</sup>. Ils rejettent au contraire un modèle d'État autoritaire avec un président indifférent au Parlement et aux élections (tableau 8).

En principe favorables à la démocratie, beaucoup d'Arabes hésitent sur ce que la mise en œuvre de ce système signifie prioritairement (tableau 9). Ils y voient au moins autant une transformation économique qu'un idéal politique. La démocratie, c'est avant tout la fin de la corruption, un minimum de ressources pour tous, et plus d'égalité économique entre les individus. Mais c'est aussi un projet politique, des élections, une égalité de droits civiques et le droit de critiquer les dirigeants.

**Tableau 9 — Les traits les plus caractéristiques d'une démocratie en 2013, avec comparaison par rapport à 2010\* (%)**

	Le plus important	Le deuxième plus important	Total 2013	Total 2010
Éliminer la corruption financière et administrative	16	27	43	41
Fournir des produits de base (nourriture, logement, habillement) à chaque individu	17	20	37	40
Réduire le fossé entre riches et pauvres	18	14	32	28
Pouvoir changer le gouvernement par des élections	24	7	31	34
Avoir une égalité de droits politiques entre les citoyens	11	21	32	31
Avoir la liberté de critiquer le gouvernement	13	10	23	26

\*Pour l'ensemble des pays enquêtés à chaque vague d'enquête.  
Source : Arab Barometer.

39. À une autre question visant à dénombrer les critiques faites à la démocratie, on est frappé par leur nombre plutôt faible par rapport à ce que l'on trouve en Europe dans les enquêtes Valeurs (EVS). La critique la plus fréquente est que « les citoyens du pays n'ont pas été préparés à un système démocratique » (43 %).

## La place de l'islam dans le système politique

L'enquête permet aussi d'appréhender la place que l'opinion publique de ces pays reconnaît à l'islam dans un système politique. Une première façon de le mesurer consiste à préciser ce qu'est une bonne loi : doit-elle être conforme aux désirs du peuple ou à la loi islamique (tableau 10) ?

En 2013, 56 % des enquêtés pensent que la loi doit être conforme aux désirs du peuple mais 38 % sont d'avis contraire. Par ailleurs, une forte majorité (72 %) juge que les lois doivent être conformes à la loi islamique. Le croisement des réponses aux deux questions montre que 43 % pensent que les lois peuvent répondre à une double légitimité, à la fois celle du peuple et celle de la religion. Si 29 % privilégient la légitimité islamique sur celle du peuple, 13 % sont au contraire pour la légitimité populaire (et démocratique), tandis que 9 % rejettent les deux.

Cette première appréhension de la place de l'islam aboutit à une vision plutôt optimiste : pour un groupe majoritaire (43 %), il n'y aurait pas de conflit entre la démocratie et l'islam puisque l'osmose est forte dans les sociétés arabes entre visions religieuse et politique. Mais le deuxième groupe en taille (29 %) privilégie nettement l'islam sur l'expression du peuple alors qu'il n'y a que 13 % de répondants à revendiquer une loi séculière, qui ne se préoccupe pas de sa conformité à l'islam. Pour la majorité des enquêtés, démocratie et islam font bon ménage, alors que — à une autre question — seulement environ 25 % affirment que « la démocratie contredit les enseignements de l'islam ».

Une deuxième manière d'identifier le rôle reconnu à l'islam peut se lire dans le croisement de deux autres questions : la démocratie est-elle ou non le meilleur système politique ? Et les *leaders* religieux doivent-ils ou non influencer les décisions du gouvernement ? (tableau 11). Trois catégories émergent des réponses :

— Ceux qui sont favorables à la démocratie et rejettent l'influence des *leaders* religieux, que l'on peut identifier à des « démocrates séculiers » et qui représentent environ la moitié de la population. Ils sont particulièrement nombreux au Liban, en Égypte, en Algérie, en Tunisie.

**Tableau 10 — La conception de la loi : conforme aux désirs du peuple et / ou à la loi islamique, en 2013 (% du total de l'échantillon)**

		Faire des lois conformes à la loi islamique		Moyenne
		D'accord	Pas d'accord	
Faire des lois conformes aux désirs du peuple	D'accord	43	13	56
	Pas d'accord	29	9	38
	Moyenne	72	22	94*

\*Parmi les enquêtés, 6 % n'ont pas donné de réponse à au moins une des deux questions.

Source : Arab Barometer.

**Tableau 11 — Typologie : démocratie, islam et laïcité (%)**

	Jordanie	Palestine	Algérie	Maroc	Koweït	Liban	Yémen	Égypte	Irak	Soudan	Tunisie	Libye	Moyenne
<b>Démocrates sous influence religieuse</b>													
2010	36	34	19	-	-	11	51	27	44	43	22	-	31
2013	38	31	20	21	26	7	36	16	30	38	23	24	26
<b>Démocrates séculiers</b>													
2010	44	49	62	-	-	71	31	51	43	34	67	-	50
2013	43	50	60	52	49	78	37	69	45	39	59	55	53
<b>Non-démocrates*</b>													
2010	20	17	19	-	-	18	18	22	14	23	11	-	19
2013	20	19	20	17	26	15	27	16	25	23	18	22	21

\*À peu près la moitié des non-démocrates souhaitent une influence de l'islam.  
Source : Arab Barometer.

— Ceux qui sont favorables à la démocratie mais souhaitent une influence des *leaders* religieux, que l'on peut identifier à une « démocratie sous influence religieuse » (environ 30 %), surreprésentés au Yémen, au Soudan, voire en Jordanie et en Irak.

— Ceux qui pensent que la démocratie n'est pas le meilleur système politique (environ 20 %), assez également répartis dans l'ensemble des pays.

Ces typologies essaient de préciser l'articulation entre démocratie et islam pour des pays dans lesquels l'islam est, de toute manière, très influent dans toute la vie sociale et politique. Elles mettent en lumière les préférences accordées à l'une ou à l'autre selon que l'on considère la confection de la loi ou la prise de décision dans le système institutionnel. Les séculiers et les religieux n'ont pas la même importance selon les domaines considérés.

Une troisième manière d'appréhender la conception des relations que la politique et la religion doivent entretenir réside dans la place reconnue aux partis religieux (tableau 12). Les adeptes d'un système parlementaire sont très dominants et beaucoup estiment que tous les types de partis doivent pouvoir s'exprimer dans l'arène politique <sup>40</sup>. Mais environ un cinquième de la population veut réserver la compétition électorale aux partis islamistes, ce qui sous-entend que seuls des partis incarnant la défense de la *charia* seraient légitimes. Il y a aussi environ un petit cinquième de la population pour limiter les élections aux partis non religieux, défendant donc une conception laïque de la représentation nationale.



40. Cependant, à une question spécifique dans laquelle on demande aux individus s'ils préfèrent un parti religieux à un parti non religieux, 48 % disent préférer le premier et seulement 26 % le second, alors que 26 % ne choisissent pas. Les partis religieux ont donc globalement assez bonne presse.

**Tableau 12 — Les systèmes politiques appropriés pour les pays du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord : réponses 2013 comparées à celles de 2010 (%)\***

	2013	2010
Un système parlementaire dans lequel les partis nationalistes, les partis de gauche et de droite, les partis islamistes peuvent entrer en compétition dans les élections législatives	64	60
Un système parlementaire dans lequel seuls les partis islamistes peuvent se présenter aux élections	21	19
Un système parlementaire dans lequel seuls les partis non religieux peuvent se présenter aux élections	16	18
Un système politique gouverné par une autorité forte qui prend les décisions sans se préoccuper des résultats électoraux ou des opinions de l’opposition	13	11
Un système gouverné par la loi islamique sans élections ni partis politiques	21	26

\*La question est ainsi formulée : « Je vais vous citer des systèmes politiques qui fonctionnent actuellement dans certains pays du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord. J’aimerais savoir si vous pensez qu’ils sont adaptés à votre pays. » Le tableau retient ceux qui répondent « tout à fait » ou « plutôt adapté ». Le total des % par colonne dépasse 100, chaque enquête étant invitée à répondre par une approbation ou une désapprobation (avec quatre modalités de réponse) à chacun des systèmes proposés.

Source : Arab Barometer.

Les résultats des enquêtes *Arab Barometer* que nous venons de présenter montrent que les pays arabes restent très marqués par leur culture traditionnelle et par un islam qui demeure assez fondamentaliste. Pourtant, les valeurs de ces pays ne sont pas figées. Les droits des individus y sont lentement reconnus ; ainsi les femmes semblent moins dominées qu’autrefois dans des sociétés qui restent bien sûr encore en partie machistes. Même si les citoyens restent largement des sujets qui doivent se conformer à un certain nombre de normes et de traditions, ils ne semblent pas trop hésiter à formuler des critiques, tout particulièrement à l’égard des élites corrompues. Les Arabes s’intéressent à la vie politique, même s’ils ont du mal à en comprendre tous les méandres. Surtout, leurs aspirations à la démocratie sont réelles, une démocratie qui implique du développement économique mais qui doit aussi se matérialiser dans des institutions politiques. La principale question pendante est celle de la conciliation entre les réelles aspirations démocratiques et la volonté — non moins forte — de suivre la *charia*. Tant que la *charia* sera considérée de manière très littérale, les évolutions du monde arabe vers les valeurs d’autonomie individuelle et vers des démocraties réelles seront probablement limitées. ■

# COMMANDEZ DÈS MAINTENANT L'ÉTUDE VIGIE ALIMENTATION 2018

Des changements majeurs sont actuellement à l'œuvre, qui concernent l'ensemble des maillons de la chaîne alimentaire, de la production à la restauration en passant par la transformation, la distribution et la logistique.

Partant de changements durables dans les modes de consommation et les aspirations des consommateurs, ces transformations se concrétisent par des innovations, issues de grands groupes ou de *start-ups*, qui arrivent de plus en plus vite sur le marché. Mais elles ne sont pas équivalentes : elles se font selon des rythmes variables, et le potentiel de développement futur de chacune dépend de nombreux facteurs, à la fois culturels, économiques, sociaux et politiques. Cette étude les analyse en profondeur et avec un recul critique, en se basant sur :

- ▶ les données les plus récentes : enquêtes de consommation, données statistiques et commerciales, innovations produit, programmes de recherche en cours ;
- ▶ les points de vue d'acteurs et d'experts du système alimentaire.

## Les 10 transformations majeures

- ▶ Les fermes verticales à l'assaut des villes
- ▶ Déstructuration des modèles alimentaires et montée du *snacking*
- ▶ Le développement du végétarisme, du véganisme et du flexitarisme
- ▶ Les substituts aux produits animaux
- ▶ Les nouvelles sources de protéines
- ▶ Vers une démocratisation du bio ?
- ▶ Produits locaux et circuits courts : la consommation locavore
- ▶ La révolution de l'e-commerce
- ▶ Des aliments santé à la nutrition personnalisée
- ▶ Grands groupes et *start-ups* : compétition ou coopération ?

Ces transformations sont analysées au niveau mondial, avec de nombreuses comparaisons internationales et un *focus* sur la France. Leurs perspectives d'évolution sont étudiées à l'horizon 2030.



## BON DE COMMANDE

À photocopier et à retourner à Aude Houguenague - Futuribles International - 47, rue de Babylone - F-75007 Paris  
Tél. + 33 (0)1 53 63 37 73 - Fax + 33 (0)1 42 22 65 54 - E-mail : [ahouguenague@futuribles.com](mailto:ahouguenague@futuribles.com)

- Je commande l'étude Vigie Alimentation 2018\* et son suivi pendant un an au prix de 2 500 euros hors taxes (3 000 euros TTC, TVA à 20 % incluse)

*Les membres partenaires de Futuribles International bénéficient de conditions privilégiées*

J'indique mes coordonnées postales et électroniques :

Nom - Prénom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_ N° de TVA \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal - Ville \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
E-mail \_\_\_\_\_

Le tarif de 2 500 euros hors taxes (3 000 euros TTC) comprend :

- ▶ une version imprimée de l'étude et une version PDF (1 à 10 utilisateurs)
- ▶ la participation de deux personnes aux réunions trimestrielles du club Vigie Alimentation (auditions d'experts et d'acteurs sur des sujets de prospective choisis par les membres, veille sur les faits porteurs d'avenir)

Je règle \_\_\_\_\_ euros :

- Sur facture
- Par chèque à l'ordre de Futuribles International
- Par virement : Banque Neuflyze OBC,  
F-75410 Paris cedex 08  
IBAN FR7630788001071020204120024  
BIC NSMBFRPPXXX

Visa  Am. Express  
N° \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ Exp. fin \_\_\_\_\_

Cryptogramme au dos \_\_\_\_\_  
de votre carte

Date et signature :

*\*tarif valable pour tous les pays jusqu'au 31/12/2018. Votre exemplaire de l'étude sera expédié le jour de sa parution (été 2018)*